

Delémont, le 19 mars 2019

MESSAGE RELATIF AU PROJET DE REVISION PARTIELLE DE LA LOI SUR LA CAISSE DE PENSIONS DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Le Gouvernement vous soumet en annexe un projet de révision partielle de la loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura (LCPJU).

Le présent message a pour but de modifier l'article 11, alinéa 5, LCPJU relatif à la détermination du traitement cotisant maximum, adopté par le Parlement le 26 septembre dernier. Le but de cette nouvelle disposition était de proposer une définition ne se référant plus à l'échelle des traitements de l'Etat, mais à la rente annuelle de vieillesse pour célibataire au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, de manière à assurer une limite plus dynamique. Selon le commentaire du message, le salaire plafond applicable était en 2016 de 240'500 francs; il était prévu de le faire passer ainsi à 253'800 francs.

Il a toutefois été constaté que la nouvelle disposition telle que rédigée ne conduisait pas au résultat voulu et revenait à fixer à 253'800 francs non pas le salaire plafond, mais le salaire cotisant plafond, ce qui conduisait à augmenter sensiblement ce dernier et à provoquer une hausse importante et non souhaitée des cotisations sociales.

Or, si le salaire cotisant plafond, que l'alinéa 5 a pour but de déterminer, s'obtient à partir du salaire plafond, il s'en distingue par le fait qu'il y a encore lieu d'appliquer à ce dernier les deux facteurs prévus à l'article 11, alinéa 1 de la loi ("Le traitement cotisant est égal aux 90 % [selon une disposition transitoire, ce taux est de 86 % en 2019] du traitement annuel réduits d'un montant de coordination correspondant aux 2/3 de la rente simple maximale AVS") pour l'obtenir.

Outre la correction de ce point, nous vous soumettons également, à la demande de la Caisse de pensions, une modification matérielle de l'article 11, alinéa 5. En reprenant la réflexion, eu égard aux remarques de certains employeurs affiliés craignant une hausse sensible de leurs cotisations, le Conseil d'administration de la Caisse de pensions souhaite que le facteur de multiplication de la rente annuelle AVS soit ramené de 9 à 8,5.

Il est encore précisé que l'entrée en vigueur de l'article 11, alinéa 5, LCPJU tel qu'adopté par le Parlement le 26 septembre 2018 a été différée, de sorte que l'ancienne teneur reste dans l'intervalle applicable.

Dans ces circonstances, il vous est proposé de remplacer la teneur suivante adoptée le 26 septembre 2018¹ :

⁵ *Le traitement cotisant ne peut excéder le montant maximal de la rente annuelle de vieillesse pour célibataire au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, multiplié par neuf.*

par la nouvelle teneur suivante :

⁵ *Le traitement cotisant maximal correspond à celui calculé, conformément à l'alinéa premier, à partir d'un salaire déterminant AVS dont le montant équivaut à la rente annuelle maximale de vieillesse pour célibataire au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, multiplié par huit et demi.*

Le but de la proposition initiale (avec un facteur de multiplication de 9) était d'augmenter le salaire plafond de 240'500 francs à 253'800 francs (avant l'indexation de la rente AVS au 1^{er} janvier 2019) et, par conséquent, de faire passer le salaire cotisant plafond de 184'774 francs à 199'308 francs. Toutefois, la teneur adoptée le 26 septembre 2018 conduisait en réalité au calcul suivant et débouchait sur les montants indiqués ci-dessous :

- rente AVS annuelle maximale pour célibataire (montant 2019)	Fr.	28'440.-
- multipliée par 9 (ce qui correspond au <u>salaire cotisant plafond</u>)	Fr.	255'960.-
- plus Fr. 18'960.- (second facteur au sens de l'art. 11, al. 1)	Fr.	274'920
- divisé par 86 fois 100 (1 ^{er} facteur de cette disposition, en tenant compte de la disposition transitoire fixant le taux à 86 % en 2019), ce qui correspond au <u>salaire plafond</u>	Fr.	319'674.-

Avec la nouvelle teneur proposée, le calcul se présentera désormais comme suit :

- rente AVS annuelle maximale pour célibataire	Fr.	28'440.-
- multipliée par 8,5 (ce qui correspond au <u>salaire plafond</u>)	Fr.	241'740.-
- prise en considération à hauteur de 86 % (1 ^{er} facteur de l'art. 11, al. 1 et de la disposition transitoire)	Fr.	207'896.-
- moins Fr. 18'960.- (second facteur au sens de cette disposition), ce qui donne le <u>salaire cotisant plafond</u>	Fr.	188'936.-

Nous précisons que la modification du facteur de multiplication de 9 à 8,5 entraîne une diminution du nouveau salaire plafond de 253'800 francs tel que souhaité à l'origine (en réalité 255'900 francs en 2019, puisque la rente AVS maximale a dans l'intervalle augmenté au 1^{er} janvier 2019), à 241'740 francs en 2019.

¹ Pour rappel, l'ancienne teneur, encore en vigueur, est la suivante : ⁵ *Le traitement cotisant ne peut excéder celui calculé à partir de la classe maximum de l'échelle de traitement des employés de l'Etat, augmentée de 25 %.*

De manière synthétique, le tableau ci-dessous établit une comparaison des salaires plafond et salaires cotisants plafond entre l'ancienne teneur de l'article 11, alinéa 5, LCPJU, celle issue de la modification du 26 septembre 2018 et la proposition actuelle.

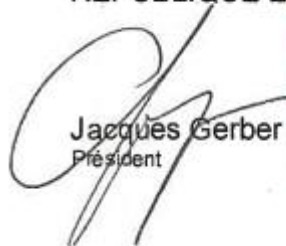
Art. 11, al. 5	Droit en vigueur (ancienne teneur)	Objectifs de la modification du 26 septembre 2018 (avec facteur de multiplication de 9 et chiffres valables en 2019)	Effets réels de la modification du 26 septembre 2018 (avec facteur de multiplication de 9 et chiffres valables en 2019)	Effets de la présente proposition (avec facteur de multiplication de 8,5 et chiffres valables en 2019)
Salaire plafond 2019	236'900.-	255'960.-	319'674.-	241'740.-
Salaire cotisant plafond 2019	184'774.-	201'166.-	255'960.-	188'936.-

Le correctif qu'il est proposé d'apporter au texte légal permettra dès lors d'augmenter de 4'000 francs environ le salaire cotisant plafond par rapport à l'ancienne teneur, ramenant les cotisations sociales à un niveau admissible.

Pour les motifs qui précèdent, le Gouvernement invite le Parlement à adopter le texte législatif figurant en annexe au présent message.

Veuillez croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, à l'assurance de notre parfaite considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA


Jacques Gerber
Président




Gladys Winkler Docourt
Chancelière d'Etat

Annexe : - modification partielle de la LCPJU

Loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura

Modification du ...

Le Parlement de la République et Canton du Jura

arrête :

I.

La loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura¹⁾ est modifiée comme il suit :

Article 11, alinéa 5 (nouvelle teneur)

⁵ Le traitement cotisant maximal correspond à celui calculé, conformément à l'alinéa premier, à partir d'un salaire déterminant AVS dont le montant équivaut à la rente annuelle maximale de vieillesse pour célibataire au sens de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, multiplié par huit et demi.

II.

¹ La présente modification est soumise au référendum facultatif.

² Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président :
Gabriel Voirol

Le secrétaire :
Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 173.51

2) RS 831.10